



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 17 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Axiane Meunerie

7 rue Marcel Bourumeau
86370 Vivonne

Références : 2025 1479 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007203054

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 novembre 2025 dans l'établissement Axiane Meunerie implanté 7 rue Marcel Bourumeau 86370 Vivonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est diligentée afin de faire un point sur la reconstruction suite au sinistre (explosion sans départ de feu) survenu le 11 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Axiane Meunerie
- 7 rue Marcel Bourumeau 86370 Vivonne
- Code AIOT : 0007203054
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Axiane Meunerie ex AMO fait partie du groupe Axéréal qui compte 4 activités de production : La meunerie, la nutrition animale, la malterie et la coopérative. Le site de Vivonne emploie 8 personnes. C'est une meunerie qui fabrique différentes sortes de farine et du son pour les

professionnels (boulangers) et les grandes surfaces dans différents conditionnements.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Étude de danger - Moyens de protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 13/02/2017	Demande de justificatif à l'exploitant	4mois
3	Incident grave - Accident	Code de l'environnement du 20/11/2025, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 13/07/2017, article 5-c	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Atmosphères explosibles	Arrêté ministériel du 22/10/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/10/1999, article 13

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux modifications apportées sur le site en réponse à l'explosion survenue en octobre 2024, l'inspection a demandé à l'exploitant une refonte du DRPCE et la transmission d'un porter à connaissance.

En outre, la levée des non-conformités électriques devra être justifiée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de maîtrise des risques / événements – parois soufflables - découplage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : <i>Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables disposé (e) s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion ou toute autre solution technique dont la démonstration de l'équivalence est jointe par l'exploitant à sa demande d'enregistrement. Cette disposition ne s'applique pas aux installations incluses dans un silo de stockage.</i>

Arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2017 / article 5

a) Events et surfaces soufflables

Les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter les effets d'une explosion. Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site. Notamment, tous les 21 filtres du site sont équipés soit d'un évent normalisé dirigé vers l'extérieur soit d'une surface fragile vers l'intérieur hors zone ATEX. Les cellules béton fermées pour le stockage du blé sont munies de couvercles soufflables débouchant dans une galerie également soufflable (toiture fragile).

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant doit démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents et empêcher toute explosion secondaire.

Les découplages suivants sont assurés :

- l'ensemble des différents bâtiments sont cloisonnés (murs et portes), les ouvertures dans les parois sont aussi réduites que possible,
- séparation par plancher constitué d'une dalle béton des différents étages du moulin,
- les cellules métalliques sont non connexes au moulin,
- la fosse de réception blé est séparée du silo béton par un mur en pierre d'origine et une porte.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des matériels (transporteurs et canalisations) doivent être aussi réduites que possible et ne pas présenter de passage libre pour la propagation d'une explosion.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques capables de résister à une surpression de 100 mbar. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser les travaux en installant des parois dites « panneaux sandwich » et éliminé le risque d'accumulation de poussière en supprimant le vide qui existait entre la paroi externe+l'isolation et la paroi interne de la construction précédente.

L'exploitant estime que ces nouvelles parois auront un rôle d'évents et seront soufflables.

La toiture a été refaite à l'origine.

Le verre simple de la verrière située au rez-de-chaussée a été remplacé par du verre sécurit dans sa partie haute et sur le bas par de l'aluminium.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux travaux effectués et aux modifications apportée à l'installation nouvellement reconstruite, l'exploitant fournit à l'inspection un récolement complet aux prescriptions encadrant le site, justifiant le respect des prescriptions.

L'IIC rappelle que, au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, « *Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation* ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Étude de danger - Moyens de protection contre les explosions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/02/2017, articles 5 / 8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection contre les explosions

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux installations permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...]

Article 5

c) Prévention des risques d'explosion et mesures de protection

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux installations et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...]

Article 8

L'ensemble des installations du moulin doivent comprendre des filtres à poussières afin d'assurer un dépoussiérage centralisé ou point par point pour l'ensemble des équipements et des appareils de manutention (type cyclone ou filtres à manches). Ces filtres doivent être munis d'évents conformes aux dispositions de l'article 5. Une mesure des débits d'air est réalisée au moins une fois par an afin de contrôler le maintien de l'efficacité des systèmes de dépoussiérage. Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en lieu d'aspiration.

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes de filtration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers :

- toutes les parties métalliques des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un arrêt des installations en cas de défaillance,

<ul style="list-style-type: none"> • la récupération des poussières et produits de filtration se fait dans des locaux appropriés et dans des conditions de sécurité appropriées
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'explosion, l'exploitant a modifié son système de filtration. La filtration se fait à présent en amont du ventilateur évitant ainsi que de l'air chargé en matières inflammables soit brassé par le ventilateur. La même installation a été faite sur la partie du site appelée « le moulin de la meule ». Suite à ces modifications, les canalisations d'aspiration et les matériels associés ont été déplacés dans un bâtiment annexe appelé « ancien moulin ou auvent ».</p> <p>De plus, l'exploitant a fait installer des capteurs associés à une alarme pour les températures et les vibrations au niveau des paliers mis en cause lors de l'explosion. En continu, ces capteurs sont visibles sur les écrans de contrôles. En cas de vibrations et/ou températures anormales trop importantes, l'alarme se déclenche et en cas de dépassement des valeurs enregistrées, le process se coupe automatiquement.</p> <p>Les registres de nettoyage des installations sont correctement renseignés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier complet des modifications réalisées, accompagnés de tous les éléments d'appréciation utiles (plan des installations, photos, schémas, actualisation de l'EDD de 2016 par rapport à l'analyse des risques initiale, prise en compte des enjeux de connexité...).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : Incident grave - Accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2025, article R. 512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i></p> <p><i>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à</i></p>

<i>l'inspection des installations classées.</i>
Constats : L'exploitant a bien pris en compte le fait que la fiche de notification d'accident peut se faire en ligne : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939 Cette télédéclaration sera obligatoire à partir de janvier 2026 en cas d'accident ou d'incident. L'exploitant doit encore modifier ses fiches réflexes en intégrant le numéro d'astreinte départementale mutualisée de la DREAL
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre ses fiches réflexes modifiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1999, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : 13.3 : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés pendant 3 ans.
Constats : L'exploitant indique que tous les déchets (verre, laine de roche et bardage bacacrier) ont été pris en charge par l'entreprise qui a fait les travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/07/2017, article 5-c
Thème(s) : Risques accidentels, Électriques
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel [comportant] l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. [...] »
Constats : L'inspection consulte le dernier rapport de vérification des installations électriques et l'attestation

<p>Q18 datant du 09 septembre 2025 émis par Dekra. La coupure générale a été effectuée. Un écart sur le TGBT est susceptible d'être à l'origine d'un incendie. Ces documents font état de 5 observations dont 4 réglées selon l'exploitant. L'attestation Q19 et le rapport de vérification thermographique datant du 26 septembre 2025, émis par Dekra, font état de 5 observations dont 3 réglées selon l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les travaux permettant de lever les non-conformités, réaliser un nouveau contrôle des vérifications électriques et fournira le rapport de vérification une fois celui-ci en sa possession.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Atmosphères explosibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22/10/2018, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Dans les parties de l'installation visées à l'article 8 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</i></p> <p><i>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits situés dans les ateliers sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont rendus aussi étanches que possible et équipés de dispositifs détectant tout incident de fonctionnement et déclenchant l'arrêt de l'installation (asservissement à la ventilation, bourrage, défaut moteur, etc.).</i></p> <p><i>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a modifié notablement ses installations, dont celles relatives aux dispositifs de ventilation / filtration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir un nouveau plan de zonage ATEX et justifier que les installations sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>